CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 10 juillet 1980

La séance est ouverte à 2 heures.

● (1405)

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LES FINANCES

LA FORMULE DE PAIEMENT AUX TERMES DU REER—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Thomas Siddon (Richmond-Delta-Sud): Madame le Président, je prends la parole en vertu de l'article 43 du Règlement au sujet d'une affaire urgente.

Étant donné que la formule actuelle de paiement d'un fonds enregistré de revenu de retraite ne permet que des paiements minimes durant les premières années de la retraite, suivis par des paiements beaucoup plus élevés à mesure que le pensionné approche de 90 ans, et étant donné que les personnes qui souscrivent à un fonds enregistré d'épargne-retraite devraient être en mesure de toucher des sommes plus élevées dès les premières années de leur retraite quand elles ont le plus besoin d'argent, comme en témoignent les nombreuses instances qu'a reçues le ministre des Finances, je propose, appuyé par le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn):

Que la Chambre ordonne au ministre des Finances de prendre les mesures voulues pour faire modifier les règles régissant la formule de paiement des fonds enregistrés de revenu de retraite de façon que les pensionnés puissent choisir de recevoir des versements annuels égaux durant toute la période de paiement, entre 70 et 90 ans.

Mme le Président: Cette motion exige le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LES POSTES

PROTESTATION CONTRE LA FERMETURE DES BUREAUX DE POSTE PLUS TÔT QUE D'HABITUDE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth): Je vous remercie, madame le Président. J'invoque les dispositions de l'article 43 du Règlement au sujet d'une affaire importante et urgente. A compter de lundi prochain 14 juillet, les bureaux de poste d'Ancaster et de Dundas, dans ma circonscription, et ceux de nombreuses autres localités au Canada fermeront une demi-heure plus tôt que d'habitude, soit à 5 h 15 au lieu de 5 h 45,

ce qui est très gênant pour de nombreux commerces et entreprises.

Étant donné que le maire de la ville d'Ancaster a fait parvenir une lettre officielle de protestation au maître de poste de Hamilton, je propose, appuyé par le député de Waterloo (M. McLean):

Que la Chambre ordonne au ministre des Postes de prendre immédiatement les dispositions nécessaires pour que les bureaux de poste ne ferment pas plus tôt que d'habitude, afin d'éviter que le service postal ne se détériore encore davantage.

Mme le Président: Pour mettre en délibération une motion de ce genre, il faut le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LES FINANCES

LES TAUX D'INTÉRÊT ÉLEVÉS DES BANQUES À CHARTE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Merci, madame le Président. J'invoque les dispositions de l'article 43 du Règlement au sujet d'une affaire importante et urgente.

En annonçant le 10 mars dernier, par l'intermédiaire du vice-premier ministre et ministre des Finances (M. MacEachen), qu'il allait désormais laisser fluctuer le taux bancaire dans notre pays, le gouvernement s'est tout bonnement déchargé de ses responsabilités à l'égard de la politique monétaire nationale. Alors que la Banque du Canada réduisait successivement le taux bancaire, les banques à chartes décidaient, pour leur part, de suivre leur propre politique monétaire et de maintenir les taux d'intérêt à un niveau élevé.

L'écart qui existe traditionnellement entre le taux bancaire et les taux préférentiels des banques à charte a augmenté de plus de 200 p. 100 depuis le mois d'avril. En outre, les profits nets réalisés par les banques ont progressé très sensiblement au cours du deuxième trimestre de cette année par rapport à la même période, l'année dernière. Étant donné ces circonstances, je propose, avec l'appui du député de Beaches (M. Young):

Que le gouvernement adopte sans plus tarder des mesures pour reprendre en main la politique monétaire de notre pays et pour mettre fin aux pratiques monopolistiques des banques à charte en matière d'intérêt.

Mme le Président: Cette motion ne peut être mise en délibération qu'avec le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.